

La fiscalité

● (1540)

Si le ministre ne se rend pas compte des répercussions de ce programme sur la confiance que les investisseurs peuvent mettre dans notre pays, il ne lui reste plus qu'à demander aux Canadiens s'ils sont prêts à investir dans quoi que ce soit au Canada à l'heure actuelle. Ils ont perdu toute confiance dans leur pays.

Permettez-moi de poser une dernière question au ministre. Est-il au courant des mécanismes d'application de la taxe sur les recettes pétrolières supplémentaires? S'il l'est, je voudrais simplement savoir combien de puits de pétrole sont en exploitation à l'heure actuelle au Canada?

[Français]

M. Bussièrès: Monsieur le président, le député voudrait probablement qu'on prenne un catalogue, puis les pages et que l'on en fasse l'examen. Je pense que l'exercice auquel il veut se livrer n'est pas tellement sérieux. Il passe d'accusations grossières quant aux effets du Programme énergétique national jusqu'à demander combien il y a de tarauds sur les roues d'une charrette. Je pense donc que ce genre d'exercice est absolument spécieux.

Il a dit que l'industrie pétrolière canadienne était aux prises avec de graves difficultés. J'aimerais lui rappeler que suivant les données de l'Agence de surveillance du secteur pétrolier au Canada, les résultats financiers et les recettes totales dans l'ensemble des activités de l'industrie pétrolière au cours du premier semestre de 1981, ce n'est pas il y a 20 ans, ce n'est pas il y a 10 ans, mais au cours du premier semestre de 1981, les recettes totales ont augmenté de 22 p. 100. Le député dit que si ça va mal, c'est à cause du Programme énergétique national. Ce dernier était en vigueur... augmentation au cours du premier trimestre de 22 p. 100 pour atteindre près de 24 milliards. C'est ce qu'il appelle des baisses de revenus, ce qu'il appelle un programme énergétique qui vient mettre en danger tout le secteur de l'énergie pétrolière. Il faudrait que le député regarde ses chiffres; le revenu net, les profits après impôt de l'industrie pétrolière, dans l'ensemble des activités de cette industrie, cela a connu une baisse de 21 p. 100 pour se chiffrer à 1.8 milliard de dollars. Quelles ont été les causes de cette baisse? La diminution de certaines activités. Mais cette diminution des activités et des revenus a été contre-balancée par des hausses du revenu net des trois autres principaux secteurs de l'industrie.

J'aimerais également rappeler au député, s'il fait l'examen de ces difficultés passagères que peut connaître un secteur en particulier, qu'il fasse l'examen des chiffres, des statistiques de vente du gaz naturel, par exemple, aux États-Unis, pour les trois derniers mois, et qu'il nous indique quels sont ces chiffres, ils ont subi eux aussi l'influence de la récession que connaissent les États-Unis. Est-ce qu'il peut nous donner lui aussi les chiffres sur les forages aux États-Unis? Est-ce qu'il peut remarquer qu'il y a également des baisses dans ce secteur du côté américain? Alors lorsque le député essaie de mettre uniquement la faute sur le Programme énergétique national, je lui dis qu'il simplifie la question.

[Traduction]

Le vice-président adjoint: A l'ordre. J'ai un problème parce que j'ai permis au député en tant que premier porte-parole de son parti de dépasser de près de cinq minutes son temps de parole. Je devrais peut-être dans ce cas demander aux députés

s'ils sont unanimes à le laisser continuer. Y a-t-il consentement unanime pour permettre au député de Calgary-Sud de poser une dernière question?

Des voix: D'accord.

M. Thomson: Monsieur le président, j'aurais une dernière remarque à faire. Il est exact que les travaux de forage aux États-Unis enregistrent un ralentissement de près de 30 p. 100. Je suis prêt à l'admettre. Je le répète, chez nous, dans l'Ouest du pays, le nombre des tours de forage a chuté de 455 à 55 tandis qu'aux États-Unis, leur nombre est tombé de 5,000 à 3,500 ce qui n'est pas tout à fait la même chose.

Enfin, je trouve cela incroyable que le ministre d'État puisse citer des chiffres émanant de l'agence de surveillance du secteur pétrolier pour le premier trimestre de 1981, alors que le Programme énergétique national a été mis en place en octobre 1980.

Le ministre est-il à ce point ignorant des réalités de ce secteur qu'il pense qu'en cinq mois, la situation va changer du tout au tout et que le secteur va pouvoir s'adapter à une réduction brutale de la production? Est-il ignorant au point de vouloir décrire la situation de 1980 avec les chiffres du premier trimestre de 1981? C'est absolument ridicule.

[Français]

M. Bussièrès: Monsieur le président, je pourrais retourner l'argument au député et lui demander si lui aussi croit qu'une seule cause peut être appliquée pour déterminer certaines difficultés qui pourraient être rencontrées dans les investissements dans ce domaine. Le député sait très bien lui aussi que, lorsqu'il essaie de pointer du doigt le Programme énergétique national comme étant la cause de tous les maux au Canada, il se trompe de façon grossière. Il devrait l'admettre dans ses commentaires et dans la façon dont il pose ses questions.

M. Waddell: Monsieur le président, j'aimerais poser trois ou quatre questions au ministre d'État (Finances)...

[Traduction]

... Je ne prétends pas être un spécialiste, et je ne le suis pas d'ailleurs, en ce qui concerne le secteur énergétique du Canada. Je représente une circonscription de gens ordinaires, de consommateurs ordinaires, dans le quartier est de Vancouver.

Quand le Programme énergétique national a été présenté, j'ai souscrit à son objectif, de concert avec certaines autres personnes. Je l'ai fait pour deux raisons. En premier lieu, nous voulions que le consommateur canadien soit aussi avantagé que possible sur le plan des prix, tout en tenant compte en même temps de la nécessité d'obtenir un bon prix pour les ressources de l'Ouest. En outre, nous ne sommes pas tenus de nous conformer aveuglément au cartel des prix de l'OPEP. Tel était l'avis général dans ma circonscription. En outre, nous voulions aider autant que possible les entreprises canadiennes dans ce secteur. Nous trouvions catastrophiques qu'un secteur d'importance aussi cruciale que le secteur pétrolier et gazier soit à 70 p. 100 la propriété d'entreprises étrangères dont la plupart sont américaines. La bonne volonté régnait. Je me trouvais peut-être dans une position idéale pour analyser la situation, puisque je représente une circonscription de l'Ouest, au contraire de la plupart des députés d'en face, et puisque je suis aussi un consommateur. Mais depuis deux ans, cette situation n'a jamais été aussi grave. Les prix sont élevés, et ils continuent de